

Ministère de la Fonction Publique,
du Travail et de la Réforme
Administrative

Agence Nationale Pour l'Emploi

Département de l'Observatoire
de l'Emploi



République Togolaise

Travail-Liberté-Patrie



Bulletin d'Information sur le Marché du Travail

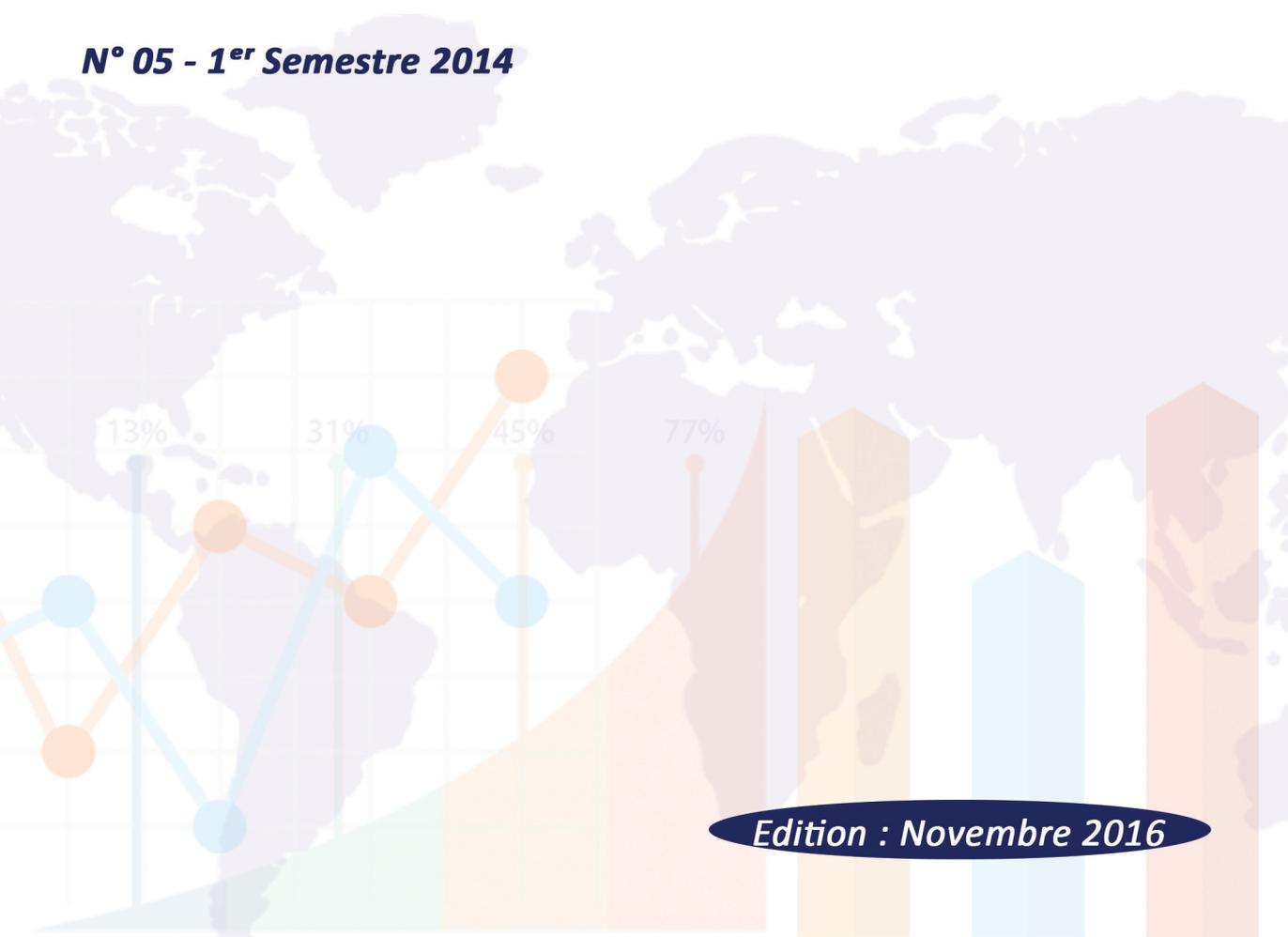
N° 05 - 1^{er} Semestre 2014



Edition : Novembre 2016

Bulletin d'Information sur le Marché du Travail

N° 05 - 1^{er} Semestre 2014



Edition : Novembre 2016

Table des Matières

LISTE DES GRAPHIQUES.....	5
LISTE DES TABLEAUX	7
SIGLES ET ABREVIATIONS	9
AVANT-PROPOS.....	11
MÉTHODOLOGIE.....	13
CHAPITRE I : Offres et demandes d'emploi	15
1. Demandes d'emploi enregistrées.....	17
2. Offres reçues et placements effectués	19
CHAPITRE II: Politiques actives du marché du travail.....	23
1. Programme AIDE.....	25
2. PROVONAT	27
3. Accompagnement entrepreneurial de l'ANPE	29
4. Activités de l'Agence nationale de promotion et de garantie du financement des PME/PMI (ANPGF)	32
CHAPITRE III : Marché de travail et formation.....	35
1. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP).....	37
2. Enseignement supérieur public.....	39
CHAPITRE IV : Sécurité sociale et dialogue social	43
1. Assurance maladie de l'INAM.....	45
2. Organisations patronales	47
3. Règlement des conflits de travail et négociations syndicales.....	49
CHAPITRE V : Indicateurs socioéconomiques	55
1. Prix moyens des produits essentiels de janvier à juin 2014	57
2. Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) de janvier à juin 2014	58
3. Taux d'inflation de janvier à juin 2014	59
4. Création d'entreprises au cours du premier semestre de 2014	59
ANNEXES	63

Liste des graphiques

Graphique 1 Répartition des DE inscrits par sexe au cours du 1er semestre 2014	17
Graphique 2 Répartition des DE par niveau d'instruction au cours du semestre	18
Graphique 3 Répartition de candidats placés selon le niveau d'instruction	25
Graphique 4 Répartition des placements par région au cours du premier semestre 2014.....	26
Graphique 5 Répartition des candidats selon le diplôme	27
Graphique 6 Répartition des besoins en volontaires exprimés par les structures selon le niveau d'instruction.....	28
Graphique 7 Répartition des volontaires nationaux placés selon le diplôme	29
Graphique 8 Répartition des jeunes formés par région et par sexe.	30
Graphique 9 Répartition des jeunes formés par situation dans l'emploi et par sexe.....	31
Graphique 10 Répartition des projets enregistrés de janvier à juin 2014	32
Graphique 11 Répartition des projets enregistrés selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur.....	32
Graphique 12 Répartition des apprenants dans les filières du cycle long au cours de l'année scolaire 2013-2014	38
Graphique 13 Répartition des apprenants présentés et admis au CAP, au BEP et BACI au cours de l'année scolaire 2013-2014.....	39
Graphique 14 Répartition des étudiants inscrits dans les universités publiques selon le sexe au cours de l'année académique 2013-2014.....	39
Graphique 15 Répartition des étudiants inscrits à l'UL par faculté au cours de l'année académique 2013-2014	40
Graphique 16 Répartition des étudiants inscrits à l'UK par faculté au cours de l'année académique 2013-2014.....	41
Graphique 17 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant le sexe au 30 juin 2014.....	45
Graphique 18 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant les régions au 30 juin 2014.....	46
Graphique 19 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant les régions au cours du 1er semestre 2014	46
Graphique 20 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant les tranches d'âge au 30 juin 2014	47
Graphique 21 Répartition des entreprises de l'AGET suivant le sexe du premier responsable au 30 juin 2014	47

Graphique 22 Répartition des entreprises de l'AGET suivant les domaines d'activités au 30 juin 2014	48
Graphique 23 Répartition des entreprises de l'ASOZOF suivant le statut juridique au 30 juin 2014	48
Graphique 24 répartition des licenciements enregistrés selon la région et le sexe de janvier à juin 2014.....	52
Graphique 25 répartition des licenciements enregistrés selon la qualification et le sexe de janvier à juin 2014	52
Graphique 26 Evolution de l'IHPC de janvier à juin 2014.....	59
Graphique 27 Evolution du taux d'inflation de janvier à juin 2014.....	59
Graphique 28 Répartition (en%) des entreprises enregistrées au CFE selon la région d'implantation du siège	60
Graphique 29 Répartition en pourcentage des entreprises enregistrées au CFE selon la nationalité des promoteurs.....	60
Graphique 30 Répartition (en %) des entreprises enregistrées selon le secteur d'activité.....	61
Graphique 31 Répartition (%) des entreprises enregistrées selon la forme juridique	62

Liste des tableaux

Tableau 1 Répartition des demandeurs d'emploi enregistrés selon l'âge et le sexe de janvier à juin 2014.....	18
Tableau 2 Répartition des placements effectués selon le type de contrat et par sexe de janvier à juin 2014.....	19
Tableau 3 Placements selon la qualification socio professionnelle.....	19
Tableau 4 Répartition des offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction de janvier à juin 2014.....	20
Tableau 5 Répartition des placements par branche d'activité.....	21
Tableau 6 Placements effectués selon les domaines de formation et le sexe des DE.....	26
Tableau 7 Répartition des jeunes selon la localité et le type d'accompagnement.....	30
Tableau 8 Répartition des jeunes formés selon le niveau d'instruction et le sexe.....	31
Tableau 9 Répartition des entreprises enregistrées à l'ANPGF au premier semestre 2014.....	33
Tableau 10 Répartition des entreprises de l'ASOZOF suivant les domaines d'activités au 30 juin 2014.....	49
Tableau 11 Situation de règlement de conflits employeurs/employés par région de janvier à juin 2014.....	50
Tableau 12 Contrats de travail visés de janvier à juin 2014.....	50
Tableau 13 Nombre d'entreprises fermées de janvier à juin 2014 selon le motif de la fermeture et le statut juridique.....	51
Tableau 14 Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2014 selon la branche d'activités et le sexe.....	51
Tableau 15 Nombre de négociations syndicales employeurs/travailleurs effectuées de janvier à juin 2014 selon la branche d'activités.....	53
Tableau 16 Evolution des prix moyens de certains biens essentiels de janvier à juin 2014.....	58
Tableau 17 : Répartition des candidats au volontariat suivants les tranches d'âge.....	65
Tableau 18 : Répartition des offres suivant les secteurs d'activité.....	65
Tableau 19 : Causes de rupture de contrats.....	65
Tableau 20 : Nombre de projets enregistrés par le FAIEJ selon la branche d'activités de janvier à juin 2014.....	66

Tableau 21 : Effectifs des apprenants de l'ETFP par sexe et par ordre au cours de l'année scolaire 2013-2014	66
Tableau 22 : Effectifs des apprenants de l'ETFP par sexe et par région au cours de l'année scolaire 2013-2014	66
Tableau 23 : Répartition des effectifs des apprenants dans les filières du cycle court de l'ETFP au cours de l'année scolaire 2013-2014	67
Tableau 24 : Effectif des étudiants inscrits par faculté, école, institut et par sexe à UL au cours de l'année académique 2013-2014.....	68
Tableau 25 : Effectif des étudiants inscrits par faculté et par sexe à UK au cours de l'année académique 2013-2014.....	68
Tableau 26 : Effectif des enseignants par grade universitaire et par sexe à l'UL au cours de l'année académique 2013-2014.....	68
Tableau 27 : Effectif des enseignants par grade universitaire et par sexe à l'UK au cours de l'année académique 2013-2014.....	69
Tableau 28 : Répartition des licenciements enregistrés selon le motif de janvier à juin 2014..	69

Sigles et Abréviations

AGET :	Association des grandes entreprises du Togo
AIDE :	Appui à l'insertion et au développement de l'embauche
ANPE :	Agence nationale pour l'emploi
ANPGF :	Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI
ANVT :	Agence nationale du volontariat au Togo
ASOZOF :	Association des sociétés de zone franche
BAC :	Baccalauréat
BEP :	Brevet d'études professionnelles
BIMT :	Bulletin d'information sur le marché du travail
BT :	Brevet de technicien
BTA :	Brevet de technicien agricole
BTS :	Brevet de technicien supérieur
CAP :	Certificat d'aptitude professionnelle
CEDEAO :	Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CFE :	Centre de formalités des entreprises
CIC :	Centre informatique et de calcul
CDD :	Contrat à durée déterminée
CDI :	Contrat à durée indéterminée
CNSS :	Caisse nationale de sécurité sociale
CREE :	Créer son entreprise
DACE :	Département d'appui à la création d'entreprise
DE :	Demandeur d'emploi
DEA :	Diplôme d'études approfondies
DESS :	Diplôme d'études supérieures spécialisées
DGSCN :	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DGT :	Direction générale du travail
DOE :	Département de l'observatoire de l'emploi
EAM :	Ecole des auxiliaires médicaux
ESA :	Ecole supérieure d'agronomie
ESTBA :	Ecole supérieure des techniques biologiques et alimentaires
ESSD :	Ecole supérieure de secrétariat de direction
ETFP :	Enseignement technique et formation professionnelle
FAIEJ :	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FASEG :	Faculté des sciences économiques et de gestion
FAST :	Faculté des sciences et techniques
FDD :	Faculté de droit
FDS :	Faculté des sciences
FDSP :	Faculté de droit et des sciences politiques
FLESH :	Faculté des lettres et sciences humaines

FNAFPP :	Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels
FSS :	Faculté des sciences de la santé
GIE :	Groupements d'intérêt économique
IHPC :	Indice harmonisé des prix à la consommation
IMT :	Informations sur le marché du travail
IUT-G :	Institut universitaire de technologie de gestion
INSE :	Institut national des sciences de l'éducation
INSEED :	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
INAM :	Institut national d'assurance maladie
IPC :	Indice des prix à la consommation
ISICA :	Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts
METFP :	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MT :	Marché du travail
MTESS :	Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale
PERREM :	Projet entrepreneurial pour le renforcement des capacités en reliure de manuels
PROVONAT :	Programme de promotion du volontariat national du Togo
SA :	Société anonyme
SARL :	Société à responsabilité limitée
SARL U :	Société à responsabilité limitée unipersonnelle
SAU :	Société anonyme unipersonnelle
TRIE :	Trouver son idée d'entreprise
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest africaine
UK :	Université de Kara
UL :	Université de Lomé

Avant-propos

Le Bulletin d'information sur le marché du travail (BIMT) de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) contient des statistiques et informations essentielles qui concourent à une meilleure connaissance du marché du travail au Togo. Il est élaboré par le Département de l'observatoire de l'emploi (DOE) de l'ANPE à partir des informations provenant des structures productrices des données sur le Marché du travail (MT). Ce cinquième numéro couvre le premier semestre de l'année 2014.

Les informations publiées proviennent des activités des institutions qui interviennent sur le marché du travail togolais, comme: l'ANPE, les agences privées de placement, l'Agence nationale de promotion et de garantie des financements des petites et moyennes entreprises/ industries (ANPGF), le programme de Promotion du volontariat national au Togo (PROVONAT), le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP), l'Inspection du travail, les centrales syndicales, les organisations patronales, la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (actuel Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques), le Centre de formalité des entreprises (CFE).

Les utilisateurs sont invités à s'appropriier les informations contenues dans ce BIMT ainsi que les pistes proposées pour une promotion efficace de l'emploi dans notre pays.

L'ANPE remercie toutes les bonnes volontés qui ont généreusement œuvré de près ou de loin, pour l'amélioration du travail effectué en vue de la publication de ce numéro du BIMT.

Le Directeur Général



Edmond Comlan AMOUSSOU, Sc CRHA

Méthodologie

La méthodologie adoptée pour l'élaboration de ce BIMT comporte trois étapes.

La première étape consistait à identifier les indicateurs et les structures productrices de données pour servir d'éléments d'analyse dans le bulletin. La seconde a concerné l'actualisation des outils de collecte et leur envoi aux structures retenues en vue de la collecte de données. La collecte de données a duré plus que prévu du fait du retard accusé par certaines structures à fournir les informations requises. Certaines structures n'ont pas collaboré à renseigner les fiches de collecte qui leur ont été adressées. Le dépouillement des données collectées s'est fait à partir des maquettes élaborées sous le logiciel Excel version 2010.

A la dernière étape, les données ainsi collectées ont été mises sous format Stata 14 ou Excel 2010 pour leur exploitation. La vérification et la correction des incohérences et omissions ont été faites, ainsi que l'analyse et la rédaction du rapport.

CHAPITRE I :

Offres et demandes d'emplois

Dans ce cinquième numéro, les demandes et les offres d'emploi qui y sont traitées sont celles enregistrées à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et dans les bureaux privés de placement au cours du premier semestre de l'année 2014. Trois bureaux privés de placement (Kapi Consult, RMO et Conseils réunis) sur sept ont répondu aux sollicitations de la DOE pour la rédaction de ce bulletin d'information.

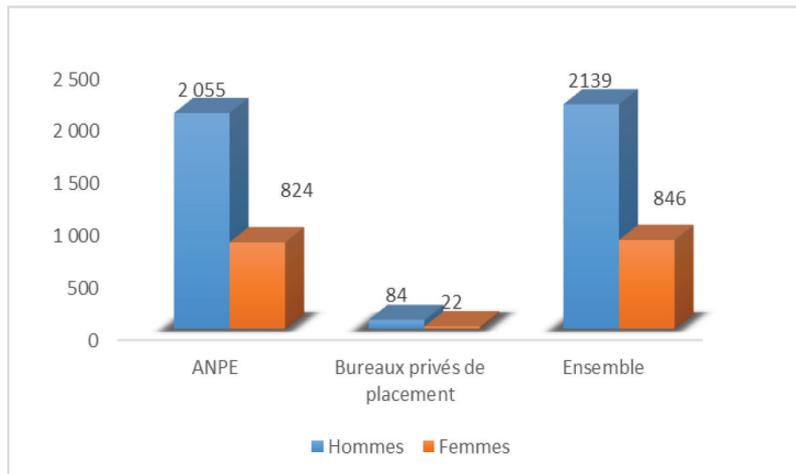
1. Demandes d'emploi enregistrées

• Sexe des DE

Au premier semestre 2014, l'ANPE a enregistré 2879 demandeurs d'emploi (DE) dont 28,6% de femmes. Dans les bureaux privés de placement, 106 DE ont été enregistrés dont 20,8% de femmes.

Sur l'ensemble des inscrits, les femmes représentent une faible proportion, soit 28,3%. Ceci pourrait s'expliquer par un déséquilibre quantitatif entre les hommes et les femmes au niveau des diplômés arrivant sur le marché du travail et un manque d'intérêt des femmes aux prestations des services d'intermédiation sur le marché du travail.

Graphique 1 Répartition des DE inscrits par sexe au cours du 1er semestre 2014



Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

• Age des DE

La répartition par âge montre que la quasi-totalité des demandeurs d'emploi inscrits au premier semestre 2014 à l'ANPE ont un âge compris entre 15 et 39 ans (97,2%). Les jeunes de la tranche 25-29 ans sont majoritaires (45,2%).

Au niveau des bureaux privés de placement, au cours de la même période, 95,3% des inscrits ont un âge compris entre 20 et 39 ans. Tout comme au niveau de l'ANPE, les jeunes de la

tranche 25-29 ans sont plus représentés (48,1%).

Aussi bien au niveau de l'ANPE qu'au niveau des bureaux privés de placement, il est remarqué, en dehors de la tranche 20-24 ans, une supériorité numérique des hommes à toutes les autres tranches d'âge.

Tableau 1 Répartition des demandeurs d'emploi enregistrés selon l'âge et le sexe de janvier à juin 2014

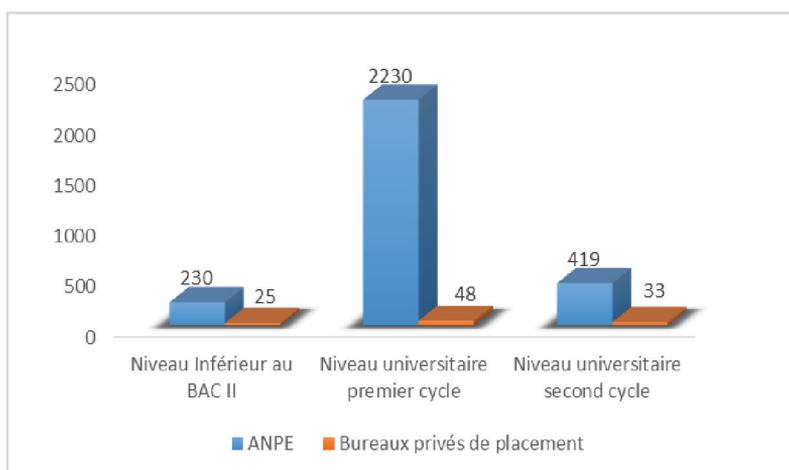
Groupe d'âges	ANPE			Bureaux privés de placement		
	Femmes	Hommes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
15 à 19 ans	0,8%	0,9%	0,9%	0,0%	0,0%	0,0%
20 à 24 ans	30,1%	23,7%	25,6%	6,0%	18,2%	8,5%
25 à 29 ans	42,6%	46,2%	45,2%	48,8%	45,5%	48,1%
30 à 39 ans	24,5%	26,2%	25,7%	41,7%	27,3%	38,7%
40 à 60 ans	1,8%	2,7%	2,4%	3,6%	9,1%	4,7%
61 ans ou +	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **Niveau d'instruction des DE**

Les DE enregistrés ont majoritairement un niveau d'instruction universitaire aussi bien au niveau de l'ANPE (2649 DE, soit 92,0%) qu'au niveau des bureaux privés de placement (81 DE, soit 76,4%).

Graphique 2 Répartition des DE par niveau d'instruction au cours du semestre



Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

2. Offres reçues et placements effectués

Au premier semestre 2014, l'intermédiation sur le marché du travail a permis de recueillir au total 410 offres d'emploi dont 332 à l'ANPE et 78 dans les bureaux privés de placement.

Les bureaux privés de placement ont enregistré des offres d'emploi exclusivement temporaires tandis qu'à l'ANPE, 41,6% des offres d'emploi sont des emplois à durée indéterminée.

Les femmes ont été moins placées (22,3% à l'ANPE et 6,4% pour les bureaux de placement) que les hommes sur la période.

Tableau 2 Répartition des placements effectués selon le type de contrat et par sexe de janvier à juin 2014

Type de contrat	ANPE			Bureaux privés de placement		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
CDD	154	40	194	73	5	78
CDI	104	34	138	0	0	0
Total	258	74	332	73	5	78

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **L'offre selon la qualification socioprofessionnelle du DE**

Au cours de la période étudiée, les offres enregistrées ont concerné en majorité les postes de manœuvres et assimilés (175 soit 42,7% de l'ensemble). Au niveau de l'ANPE, les cadres moyens et agents de maîtrise (143, soit 43,1%) et les manœuvres et assimilés (122, soit 36,3%) ont été plus sollicités. Contrairement à l'ANPE, les bureaux privés de placement ont recruté plus les manœuvres et assimilés (53, soit 67,9%) pour les entreprises. Sur la période, il faut remarquer que la totalité des cadres supérieurs recrutés relèvent de l'ANPE et celle des ouvriers, des bureaux de placement.

Tableau 3 Placements selon la qualification socio professionnelle

Qualification	ANPE			Bureaux privés de placement		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Cadre supérieur	61	3	64	0	0	0
Cadre moyen et agent de maîtrise	115	28	143	5	0	5
Ouvrier	0	0	0	8	0	8
Employé	3	0	3	9	3	12
Manœuvre et assimilé	79	43	122	51	2	53
Total	258	74	332	73	5	78

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **L'offre selon le niveau d'instruction du DE**

Les offres d'emploi enregistrées ont requis majoritairement un niveau premier cycle du secondaire (150 soit 36,6%). Ce niveau a été beaucoup plus enregistré par les bureaux de placement (67 soit 85,9%).

A l'ANPE, il a été enregistré plus les offres nécessitant un niveau supérieur (102 soit 30,7% de l'ensemble), notamment celui BTS, DEUG, Diplôme universitaire de technologie, Licence puis le premier cycle du secondaire (83 soit 25,0%).

Tableau 4 Répartition des offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction de janvier à juin 2014

Niveau d'instruction	ANPE			Bureaux privés de placement			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Aucun niveau	00	00	00	00	00	00	00
Alphabétisé	00	00	00	00	00	00	00
Primaire	19	20	39	00	00	00	39
Premier cycle du secondaire (Collège)	60	23	83	63	04	67	150
Deuxième cycle du secondaire général (Lycée)	3	00	03	05	00	05	08
Deuxième cycle du secondaire technique et professionnel	34	07	41	00	00	00	41
Supérieur 1 (niveau BTS/DEUG/DUT/Licence)	81	21	102	00	01	01	103
Supérieur 2 (Maîtrise, master et plus)	61	03	64	05	00	05	69
Total	258	74	332	73	05	78	410

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **Les placements par branche d'activités**

La répartition des placements par branche d'activité montre qu'à l'ANPE, les placements ont plus concerné la branche santé et action sociale (41,9%), celle des transports, activités des auxiliaires de transport et communication (31,9%) et dans une mesure celle relative aux activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique (9,5%). Au niveau des bureaux privés de placement, plus des trois quarts des offres d'emploi enregistrées relèvent de la branche activités de fabrication (75,6%). Les activités financières et la construction sont moins représentées avec 3,8%, chacune.

Tableau 5 Répartition des placements par branche d'activité

Branche d'activités	Nombre de placements effectués par les Bureaux privés	Nombre de placements effectués par l'ANPE
Activités de fabrication	59	18
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	00	02
Construction	03	03
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	04	00
Hôtels et restaurants	00	10
Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	04	106
Activités financières	03	10
Education	00	05
Santé et action sociale	00	139
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	05	39
Total	78	332

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

CHAPITRE II :

Politiques actives du marché du travail

Dans le but de trouver des solutions aux problèmes d'emploi des jeunes, l'Etat a mis en place des mesures actives d'emploi. Il s'agit des programmes tels que le programme de Promotion du volontariat national au Togo (PROVONAT) piloté par l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) et le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE) géré par l'ANPE. D'autres institutions ont été également créées pour accompagner les chercheurs d'emploi dans leur insertion professionnelle. Il s'agit, entre autres, de l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF) et du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ).

1. Programme AIDE

Pour faciliter l'insertion socio professionnelle des jeunes diplômés, le Gouvernement a mis en place le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE). C'est un programme de stage de six mois renouvelables une seule fois et orienté vers le secteur privé et le parapublic.

Au cours de la période de janvier à juin 2014, il a été enregistré 1 046 demandes de stage et 1 060 offres de stage sur le programme AIDE. Ces offres de stage ont été toutes satisfaites.

L'analyse des placements selon le sexe révèle que moins de postes ont été occupés par les femmes (36,0%).

Les bénéficiaires titulaires d'un BAC+2 ont été plus placés en entreprises (29,1%), suivis de ceux du niveau BAC/BT/BTA (26,6%). Les stagiaires titulaires d'un BAC+5 sont les moins placés (4,0%).

Graphique 3 Répartition de candidats placés selon le niveau d'instruction



Source : ANPE, calculs DOE

Par ailleurs, les candidats ayant une formation de spécialité Sciences économiques ou de gestion, Lettres et Commerce ont été les plus placés, soit respectivement 245 (23,1%), 168 (15,8%) et 163 (15,4%).

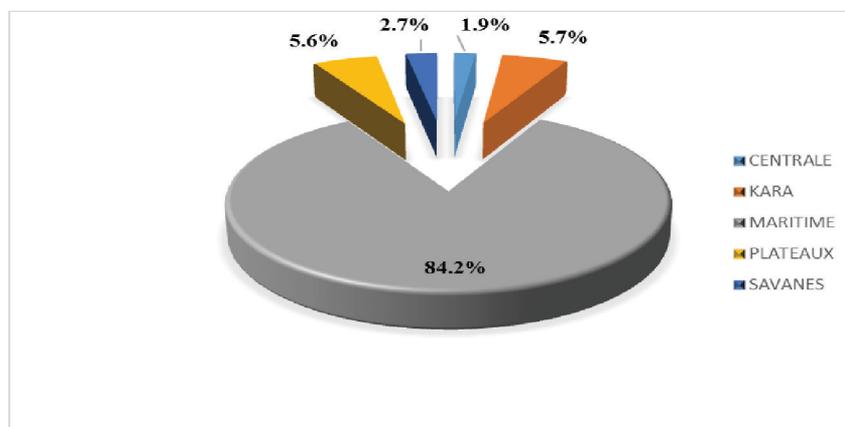
Tableau 6 Placements effectués selon les domaines de formation et le sexe des DE

	Féminin	Masculin	Total
Agronomie/Agroalimentaire/Elevage	01	16	17
Assurance/Banque/Finance	15	17	32
Chimie	00	01	01
Commerce	72	91	163
Communication	18	09	27
Droit	03	18	21
Electricité/Electronique	01	42	43
Enseignement Général	12	27	39
Environnement/Eau	03	06	09
Génie Civil	01	49	50
Hôtellerie-restauration-tourisme	14	07	21
Lettres & Sciences humaines	56	112	168
Mécanique	01	44	45
Santé	13	22	35
Sciences économiques & de gestion	93	152	245
Secrétariat	73	10	83
TIC	05	53	58
Transport/Logistique	01	02	03
Total	382	678	1060

Source : ANPE, calculs DOE

Aussi, faut-il remarquer que la région Maritime a plus bénéficié du programme au cours du semestre (84,2% des placements).

Graphique 4 Répartition des placements par région au cours du premier semestre 2014



Source : ANPE, calculs DOE

2. PROVONAT

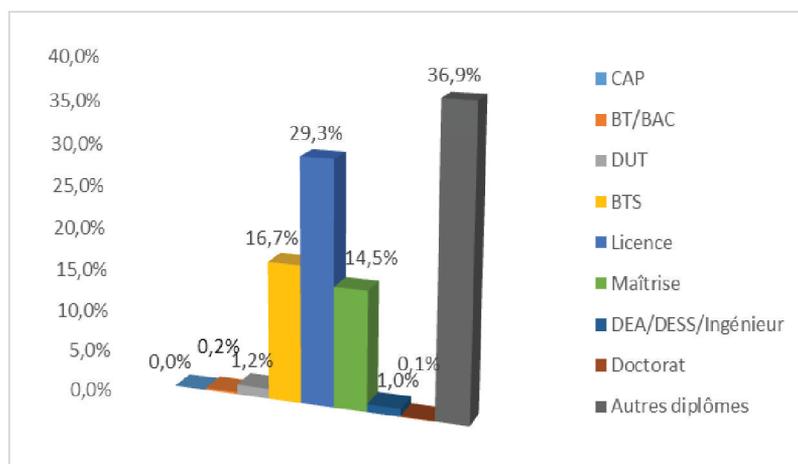
Lancé en septembre 2011, le programme PROVONAT (érigé en Agence nationale du volontariat au Togo en 2015) vise (i) la mise en place d'un mécanisme de mobilisation et de valorisation sociale des ressources humaines disponibles dans le pays, (ii) l'opérationnalisation d'un mécanisme de mobilisation effective et de rentabilisation sociale de ressources humaines, à travers le volontariat, et (iii) l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres.

- **Candidatures enregistrées au premier semestre 2014**

Au cours de la période de janvier à juin 2014, le programme PROVONAT a enregistré 1650 candidatures dont 39,0% de femmes. Les jeunes de la tranche d'âge 25-29 ans représentent plus de la moitié (51,2%) des candidatures (voir annexe, tableau 17).

L'analyse des candidatures révèle que les titulaires de baccalauréat ou du brevet de technicien (0,2%) et du doctorat (0,1%) sont moins représentés. Ceux du niveau maîtrise (14,5%), du BTS (16,7%) et de la licence (29,3%) représentent plus de la moitié des candidats (60,2%). Les diplômes non spécifiés ou autres diplômes représentent également une proportion assez importante (36,9%). Quel que soit le diplôme, le nombre de candidatures des hommes dépasse celui des femmes.

Graphique 5 Répartition des candidats selon le diplôme



Source : PROVONAT, calculs DOE

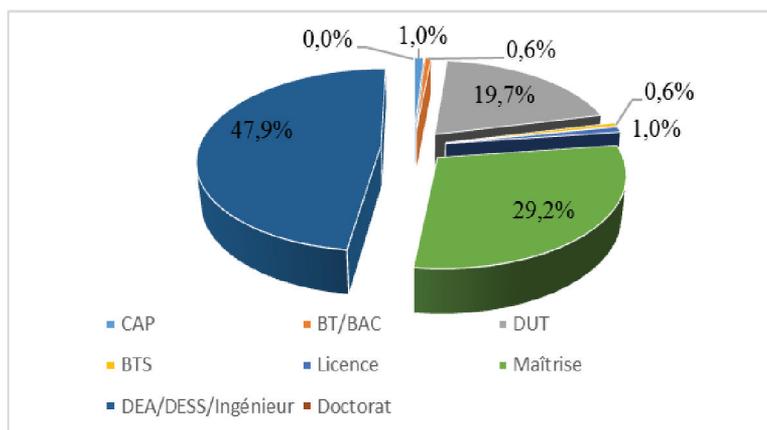
- **Profils de volontaires exprimés par les structures d'accueil**

Le nombre total de structures ayant exprimé des besoins de volontaires au cours du premier

semestre s'élève à 315. Ces structures relèvent de l'administration publique, des collectivités locales et des organisations de la société civile.

Le niveau BAC+5 (DEA, DESS ou ingénieur) est plus sollicité. Près de 48% des structures ont exprimé le besoin pour ce niveau. Les structures d'accueil semblent être moins intéressées par le niveau CAP et licence représentant 1,0% chacun.

Graphique 6 Répartition des besoins en volontaires exprimés par les structures selon le niveau d'instruction



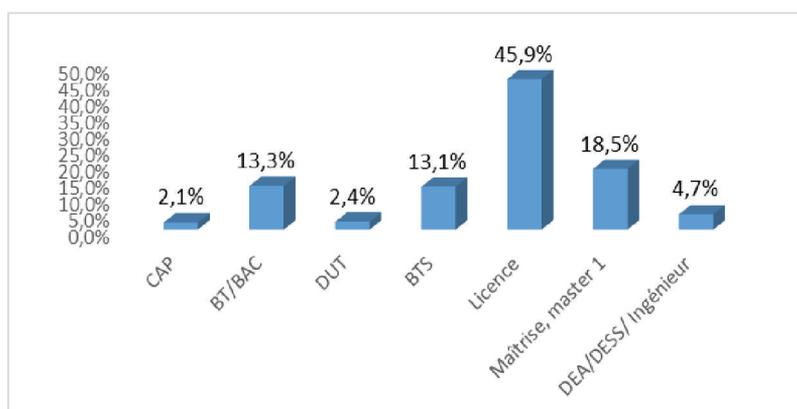
Source : PROVONAT, calculs DOE

- **Volontaires placés**

Au cours du semestre, 750 candidats ont été déployés dans des structures publiques et ONG pour le compte du volontariat soit 45,6% des candidatures enregistrées. Ces volontaires sont placés sur toute l'étendue du territoire national. Les femmes représentent une proportion de 34,8% des placements effectués.

Les diplômés d'une licence sont les plus placés (45,9%) tandis que les diplômés de CAP sont les moins placés (2,1%). Il faut souligner qu'au cours des placements, l'insuffisance des titulaires du BAC + 5 dans la base de données est compensée par les titulaires d'une licence ; ce qui justifie leur forte proportion parmi les candidats placés.

Graphique 7 Répartition des volontaires nationaux placés selon le diplôme



Source : PROVONAT, calculs DOE

Le secteur de la santé et de l'action sociale sont ceux qui ont beaucoup accueilli les volontaires avec plus de la moitié de l'effectif (50,5%) (voir annexe, tableau 18).

S'agissant des ruptures de contrats (voir annexe, tableau 19), sur 339 contrats rompus, plus de la moitié (170) l'a été pour des raisons de convenances personnelles. Ceux qui ont déclaré avoir trouvé un emploi sont au nombre de 150, soit 44,2%.

3. Accompagnement entrepreneurial de l'ANPE

- Formation et sensibilisation en entrepreneuriat

L'activité de formation et sensibilisation est celle qui a le plus mobilisé les conseillers de l'ANPE au premier semestre 2014.

Au cours de la période, le Département d'appui à la création d'emplois (DACE) de l'ANPE a sensibilisé 669 jeunes sur l'éveil à l'esprit entrepreneurial et en a formé 360 en création et gestion de micro entreprises. Parmi ces formés, 270 ont bénéficié d'une formation en création d'entreprises et 90 jeunes artisans ont bénéficié de renforcement de capacités en gestion d'entreprise pour le compte du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ). Par ailleurs, la plupart des formations ont été réalisées à Lomé (53,0%) et dans les Plateaux (27,0%). Les autres régions viennent respectivement avec 11,0% (Maritime), 6,0% (Kara), 3,0% (Savanes).

Tableau 7 Répartition des jeunes selon la localité et le type d'accompagnement

Localités	Sensibilisés	Formés
Savanes	39	11
Kara	90	22
Centrale	18	00
Plateaux	127	97
Maritime	120	40
Lomé	275	191
Total	669	360

Source : ANPE, calculs DOE

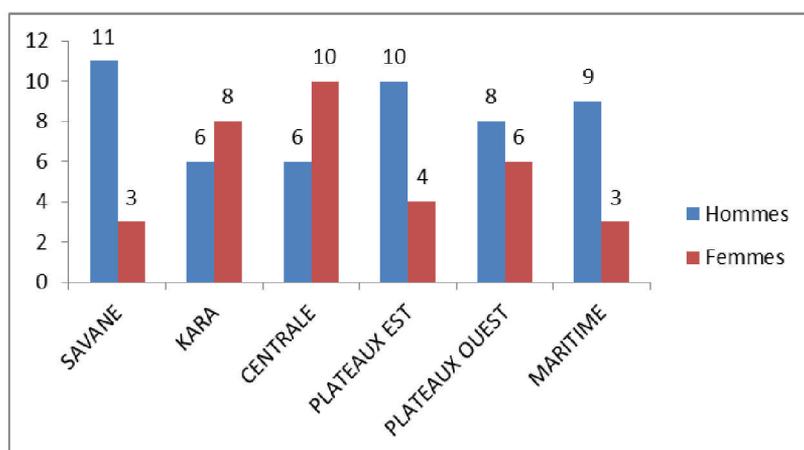
Parmi les formés, 58 ont pu finaliser leur plan d'affaires avant fin juin 2014 avec l'assistance des conseillers en entrepreneuriat. On note également que 25 plans d'affaires étaient en cours de rédaction.

- **Mise en œuvre du PERREM**

Le Projet entrepreneurial pour le renforcement des capacités en reliure de manuels (PERREM) a été mis en œuvre pour les jeunes DE déscolarisés (niveau secondaire 1). Sur 200 candidatures enregistrées, 84 jeunes ont été formés en techniques de reliure et en gestion de très petites entreprises dans toutes les régions. La région Centrale a plus bénéficié (16 jeunes) du projet que la région Maritime (12 jeunes).

Selon le sexe, 40,5% des jeunes bénéficiaires sont des femmes. Les régions Centrale (10 femmes) et Kara (8 femmes) ont présenté plus de femmes que d'hommes comparativement aux autres régions.

Graphique 8 Répartition des jeunes formés par région et par sexe.



Source : ANPE, calculs DOE

- **Les prestations du FAIEJ**

Le FAIEJ a, au cours du semestre concerné, formé 973 jeunes (dont 16,8% de jeunes femmes) en technique de création et de gestion de micros entreprises. Parmi ces jeunes formés, 49,9% sont de niveau de scolarisation secondaire 2 technique et professionnel et 30% sont du niveau d'enseignement supérieur.

Tableau 8 Répartition des jeunes formés selon le niveau d'instruction et le sexe

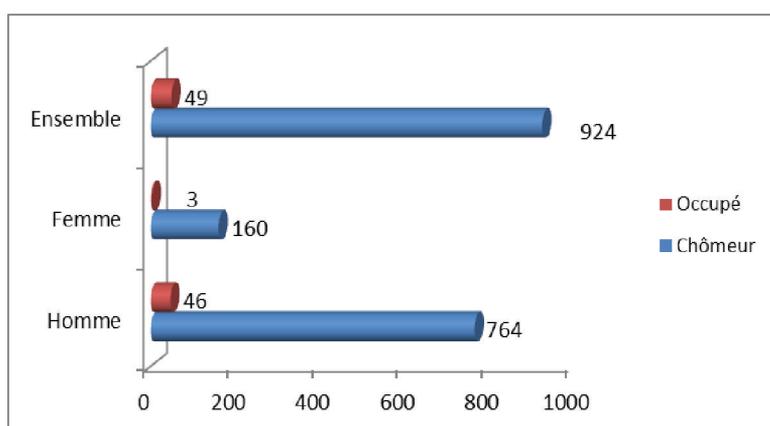
Niveau d'instruction	Homme	Femmes	Ensemble
Primaire	27	06	33
Secondaire 1	71	35	106
Secondaire 2 général	42	13	55
Secondaire 2 technique et professionnel	423	63	486
Supérieur	247	46	293
TOTAL	810	163	973

Source : FAIEJ, calcul DOE

- **Situation dans l'emploi des formés**

Parmi les jeunes formés, 95,0% étaient sans emploi. Cette formation constitue une opportunité pour ces jeunes de créer leur micro entreprise pour accéder à l'emploi. Sur l'ensemble des formés, 163 sont des femmes.

Graphique 9 Répartition des jeunes formés par situation dans l'emploi et par sexe



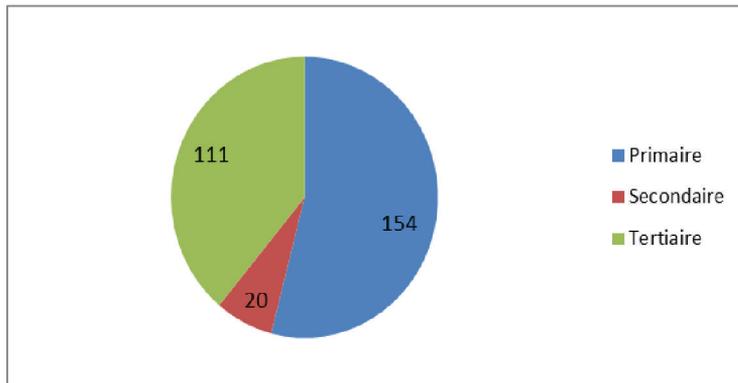
Source : FAIEJ, calcul DOE

- **Nombre de projets enregistrés et financés**

Au total, le FAIEJ a enregistré 285 projets d'entreprise des jeunes (voir annexe, tableau 20). La plupart de ces projets sont dans le secteur primaire (154) et les services (111) comme le montre le graphique ci-dessous. Parmi ces projets, 54 ont été financés au cours de la même

période par 5 structures de micro finance.

Graphique 10 Répartition des projets enregistrés de janvier à juin 2014



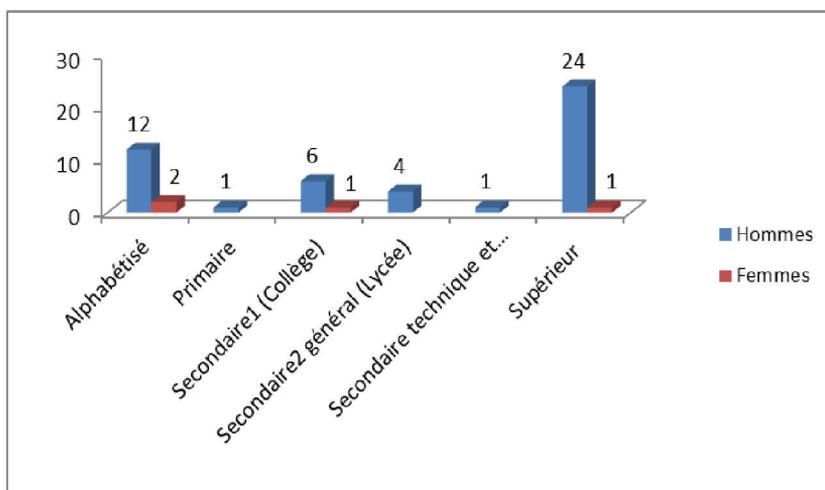
Source : FAIEJ, calcul DOE

4. Activités de l'Agence nationale de promotion et de garantie du financement des PME/PMI (ANPGF)

De janvier à juin 2014, l'ANPGF a enregistré 52 projets dont 17 du secteur primaire, 13 du secondaire et 22 du tertiaire.

Les promoteurs de ces PME/PMI sont majoritairement de niveau d'instruction universitaire (25 promoteurs, soit 48,1%). Les femmes ne représentent que 7,7% du total. Parmi les 52 promoteurs, 10 ont bénéficié d'un financement de l'ANPGF et sont tous des hommes.

Graphique 11 Répartition des projets enregistrés selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur



Source : ANPGF, calculs DOE

L'ANPGF a enregistré et formé 558 PME/PMI en techniques managériales d'entreprises. De plus, 48 PME/PMI ont bénéficié des orientations et de l'assistance des services de l'ANPGF. D'autres renforcements de capacités portant sur « EMPRETEC » et les marchés publics ont touché respectivement 28 et 30 PME/PMI. Les entreprises assistées relèvent majoritairement du secteur tertiaire ; 75% des entreprises bénéficiaires en appui conseil et 69% bénéficiaires en formation en technique managériale d'entreprises. Ces formations ont touché 100 femmes sur les 664 bénéficiaires.

Tableau 9 Répartition des entreprises enregistrées à l'ANPGF au premier semestre 2014

N°	Secteurs d'activités	Appui conseil	Formation en technique managériale
1	Primaire	07	105
2	Secondaire	05	68
3	Tertiaire	36	385
TOTAL		48	558

Source : ANPGF, calculs DOE

CHAPITRE III :
Marché du travail et
formation

1. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP)

• Analyse de l'offre et de la demande de formation

❖ Offre de formation

Au premier semestre 2014, au total 179 établissements ont accueilli les apprenants dont 24 dans le public, contre 174 établissements au premier semestre 2013. Près des 2/3 de ces structures de formation se trouvent dans la région Maritime et principalement à Lomé, la capitale.

Les apprenants se sont inscrits dans 51 filières de formations dont 21 de la section tertiaire et 30 de la section industrielle. Les deux sections comportent chacune un cycle long et un cycle court d'une durée de trois ans chacun.

En dehors de ces structures formelles, il existe un nombre important de centres et d'ateliers qui assurent des formations qualifiantes à un métier à travers l'apprentissage.

❖ Demande de formation

Au cours du semestre, l'effectif total des apprenants de l'ETFP s'élève à 33 835 dont 14 160 filles, soit 41,9%. Comparé à la même période de 2013, on note une augmentation de l'effectif de 2580 apprenants soit 8,3% en raison probable de la dynamique démographique.

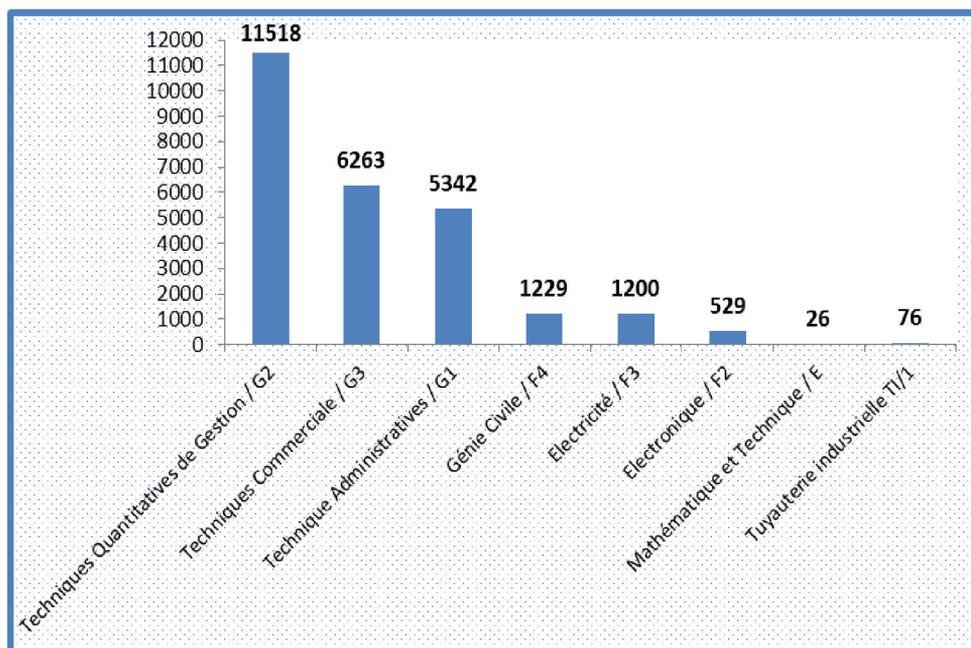
Les établissements privés ont accueilli 64,4% du total des apprenants en 2014 contre 65,6% en 2013 soit un léger recul de 1,2%. Le public a, par contre, enregistré une légère progression passant de 34,4% en 2013 à 35,6% en 2014 (voir annexe, tableau 21).

S'agissant de la répartition territoriale, près de deux apprenants sur trois se retrouvent dans la région Maritime (64,4%). Le plus faible taux est enregistré dans la région des Savanes (4,7%).

Les régions Centrale et Kara ont eu les mêmes effectifs (3320 apprenants), soit 9,8% chacune (voir annexe, tableau 22).

Dans les filières du cycle long, les inscriptions des apprenants sont plus importantes dans le tertiaire (G1, G2 et G3) où il est enregistré 23 123 apprenants soit 68,3% du total en 2014 contre 74,5% en 2013. Par contre, les filières industrielles longues (F1, F2, F3, F4, Ti/1 et E) ont enregistré moins d'inscriptions. A cet effet, 3060 apprenants y ont été dénombrés, soit 9,0% du total en 2014 contre 9,5% en 2013.

Graphique 12 Répartition des apprenants dans les filières du cycle long au cours de l'année scolaire 2013-2014



Source : Statistiques du METFP et calculs DOE

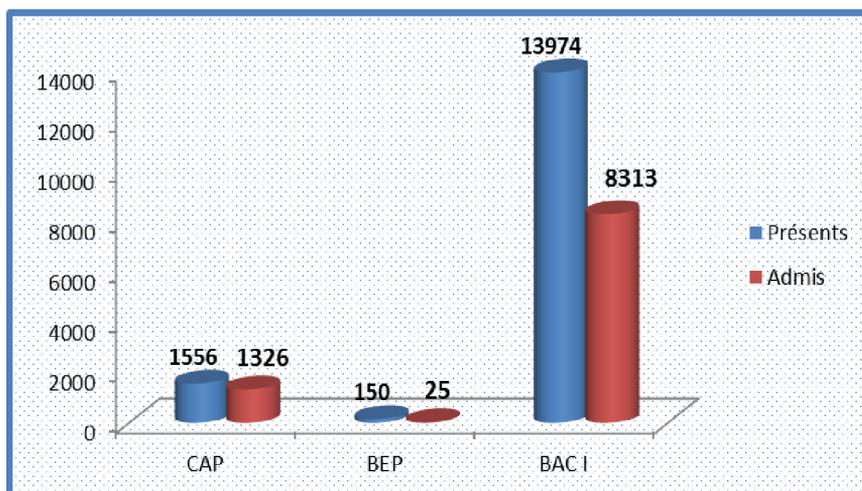
Les inscriptions dans les filières du cycle court représentent 22,1% de l'effectif total au premier semestre 2014 contre 16% au cours de la même période en 2013. La répartition des effectifs par filière montre que les apprenants ont opté principalement pour la maçonnerie (1 906 apprenants), l'électricité d'équipement (1 601 apprenants), la mécanique automobile (611 apprenants) et la menuiserie (322 apprenants). La répartition des effectifs des apprenants par filière est présentée en annexe, tableau 23.

- **Résultats aux différents examens de l'ETFP**

Au cours du premier semestre 2014, trois examens ont été organisés. Il s'agit du Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), du Brevet d'études professionnelles (BEP) et du Baccalauréat première partie (BAC I).

Sur 1 556 apprenants (49 filles) présentés à l'examen du CAP, 1 326 ont été déclarés admis soit un taux de réussite de 85,2%. Concernant le BEP, 160 apprenants (32 filles) ont été présentés et 25 ont été déclarés admis, ce qui représente un taux de réussite de 16,7%. L'examen du BAC I a enregistré 13 974 candidats dont 51,2% de filles. Le taux de réussite à cet examen est de 59,5%, ce qui correspond à 8313 admis.

Graphique 13 Répartition des apprenants présentés et admis au CAP, au BEP et BAC I au cours de l'année scolaire 2013-2014



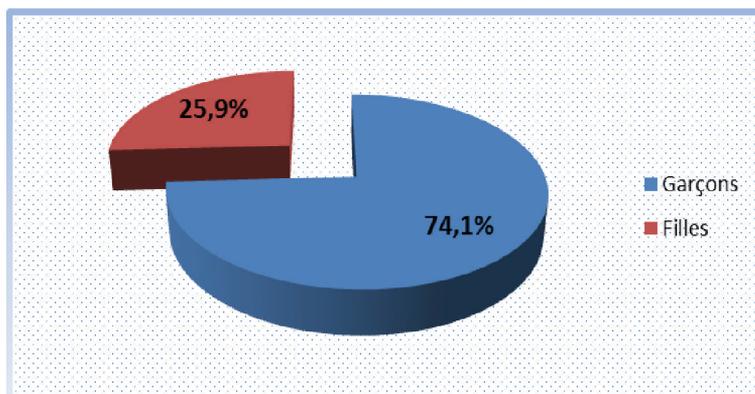
Source : Statistiques du METFP, calculs DOE

2. Enseignement supérieur public

Les données traitées et analysées dans cette partie sont celles des deux universités publiques à savoir, l'Université de Lomé (UL) et l'Université de Kara (UK).

Au total 42 207 étudiants à l'UL (dont 27,0% de filles) et 11 467 étudiants à l'UK (dont 21,6% de filles) se sont inscrits au cours de l'année académique 2013-2014 respectivement dans 51 et 39 filières. Dans les 2 universités publiques, sur les 53 674 étudiants inscrits, la proportion des filles est de 25,9%.

Graphique 14 Répartition des étudiants inscrits dans les universités publiques selon le sexe au cours de l'année académique 2013-2014

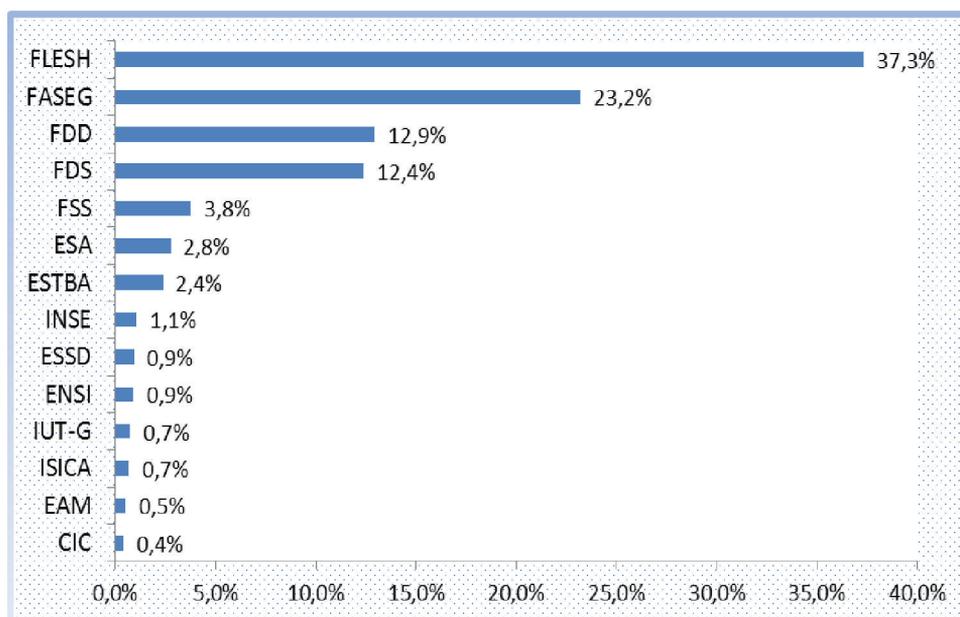


Source : Statistiques UL, UK et calculs DOE

La Faculté des lettres et sciences humaines (FLESH) a accueilli le plus d'étudiants (41,7%) suivie de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) avec 21,4% et de la Faculté de droit avec 15,2% (voir annexe, tableaux 24 et 25). Ainsi, près de quatre étudiants sur cinq (78,3%) inscrits dans les deux universités se retrouvent dans ces facultés.

Par contre, des écoles et instituts de l'UL ont accueilli moins d'étudiants (moins de 2,0%) en raison des critères sélectifs à l'entrée. Il s'agit entre autres du Centre d'informatique et de calcul (CIC) et de l'Ecole des assistants médicaux (EAM) de l'UL respectivement avec 0,4% et 0,5%.

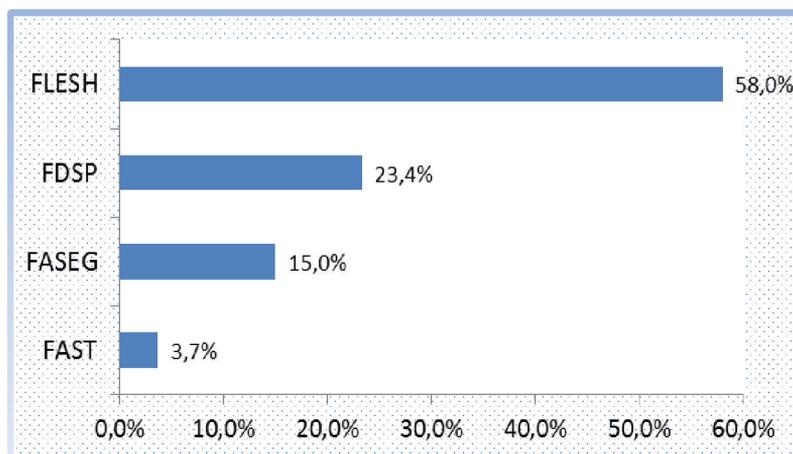
Graphique 15 Répartition des étudiants inscrits à l'UL par faculté au cours de l'année académique 2013-2014



Source : Statistiques UL et calculs DOE

Par ailleurs, à l'UK, seule la faculté des sciences et techniques (FAST) a inscrit moins d'étudiants en raison également des critères de sélection à l'entrée.

Graphique 16 Répartition des étudiants inscrits à l'UK par faculté au cours de l'année académique 2013-2014



Source : Statistiques UK, calculs DOE

L'analyse des données de l'UL selon le sexe montre que l'Ecole Supérieure de Secrétariat de Direction (ESSD) et l'Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts (ISICA) présentent une proportion plus importante d'étudiantes (respectivement 92,2% et 61,5%). Par contre, on note une faible proportion des filles dans les établissements comme l'ENSI (1,5%), le CIC (10,2%) et l'ESA (13,1%).

A l'UK, on retrouve moins de filles à la Faculté des sciences et techniques (FAST) où elles ne représentent que 5,2% de l'effectif des étudiants de la faculté (voir annexe, tableau 27).

- **Corps enseignant**

L'enseignement universitaire a été assuré respectivement par 589 enseignants dont 63 femmes à l'UL et 78 enseignants dont 5 femmes à l'UK.

A l'UL, une proportion plus importante des enseignants est observée, quel que soit le sexe, au niveau de la FLESH (25,6%), la Faculté des sciences de la santé (FSS) (22,6%) et la FDS (20,5%). A l'UK, la moitié des enseignants interviennent à la FLESH.

La répartition des enseignants par grades académiques à l'UL montre qu'il y a 10,7% de Professeurs titulaires, 16,0% de Maîtres de conférences, 27,5% de Maîtres assistants et 26,7% d'Assistants. Le reste du personnel enseignant (19,2%) est constitué d'Assistants non docteurs.

L'UK a plus employé de Docteurs et d'Assistants non docteurs (avec respectivement 37,2% et 28,2%) que de Maîtres de conférences et de Professeurs titulaires qui représentent chacun 5,1%. Les Maîtres assistants qui ont dispensé les cours représentent 24,4% du corps enseignant de l'UK (voir annexe, tableau 27).

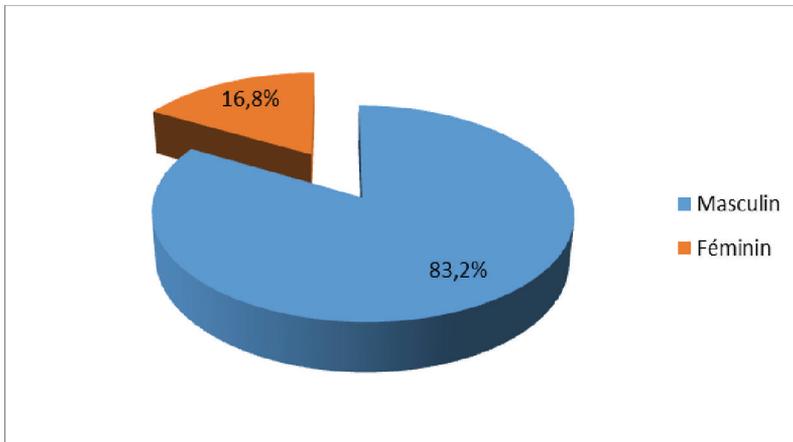
CHAPITRE IV :
Sécurité sociale et dialogue
social

1. Assurance maladie de l'INAM

• Inscrits en activité à l'INAM

L'Institut national d'assurance maladie (INAM) a inscrit 57 330 assurés sociaux au 30 juin 2014, soit 1 919 assurés de plus que l'effectif au 31 décembre 2013. L'institut a enregistré moins de femmes, soit 9 640 femmes représentant 16,8% de l'ensemble des assurés. Cette supériorité numérique masculine est remarquée depuis l'existence de la structure et pourrait s'expliquer principalement par la faible proportion des femmes enregistrée dans l'administration publique.

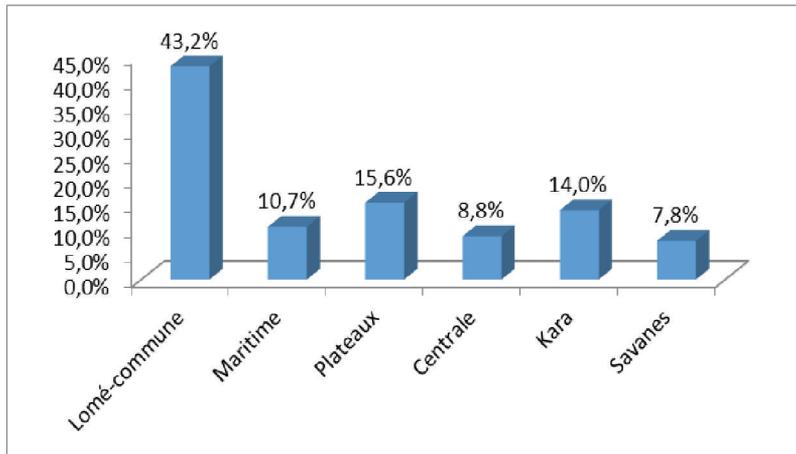
Graphique 17 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant le sexe au 30 juin 2014



Source : INAM, calculs DOE

Par ailleurs, à la date du 30 juin 2014, Lomé commune a compté plus d'inscrits que les autres régions, soit 43,2% des inscrits, contrairement à la région des Savanes qui a présenté le moins d'inscrits (7,8%).

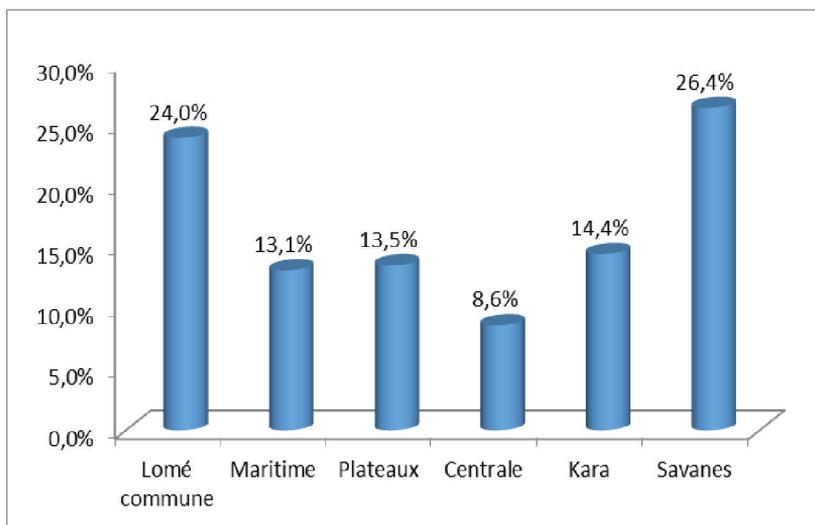
Graphique 18 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant les régions au 30 juin 2014



Source : INAM, calculs DOE

Mais au cours du semestre, la région des Savanes a enregistré plus d'immatriculés par rapport aux autres régions. Elle a enregistré 26,4% des inscrits de la période, suivi de Lomé-commune (24,0%). La région Centrale a inscrit la plus faible proportion (8,6%).

Graphique 19 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant les régions au cours du 1er semestre 2014

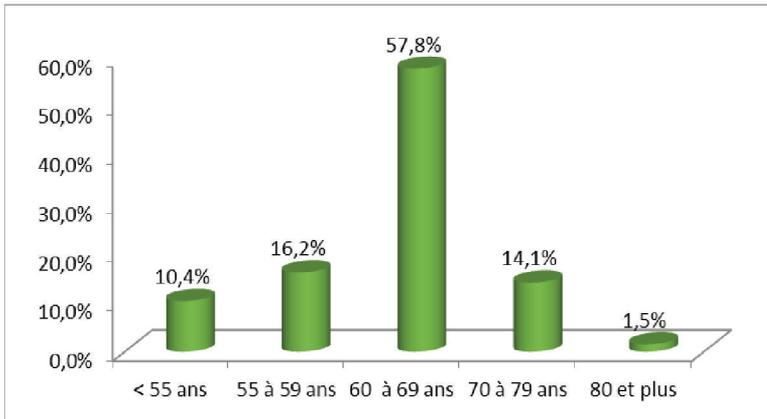


Source : INAM, calculs DOE

- **Retraités inscrits à l'INAM**

Les agents publics à la retraite enregistrés à l'INAM au 30 juin 2014 sont au nombre de 13162. Seulement 24,6% de cette catégorie sont des femmes. Les retraités âgés de 60-69 ans sont les plus inscrits, tandis que ceux âgés d'au moins 80 ans représentent seulement 1,5%.

Graphique 20 Répartition des assurés sociaux à l'INAM suivant les tranches d'âge au 30 juin 2014



Source : INAM, calculs DOE

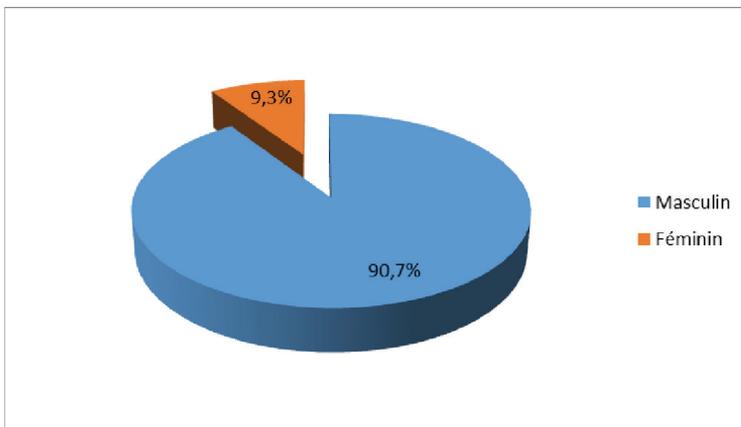
2. Organisations patronales

Les informations contenues dans cette partie sont fournies par l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET) et l'Association des sociétés de zone franche (ASOZOF).

- **Association des grandes entreprises du Togo (AGET)**

L'AGET a regroupé 43 grandes entreprises au 30 juin 2014. Seules 4 de ces entreprises sont dirigées par des femmes, soit 9,3%.

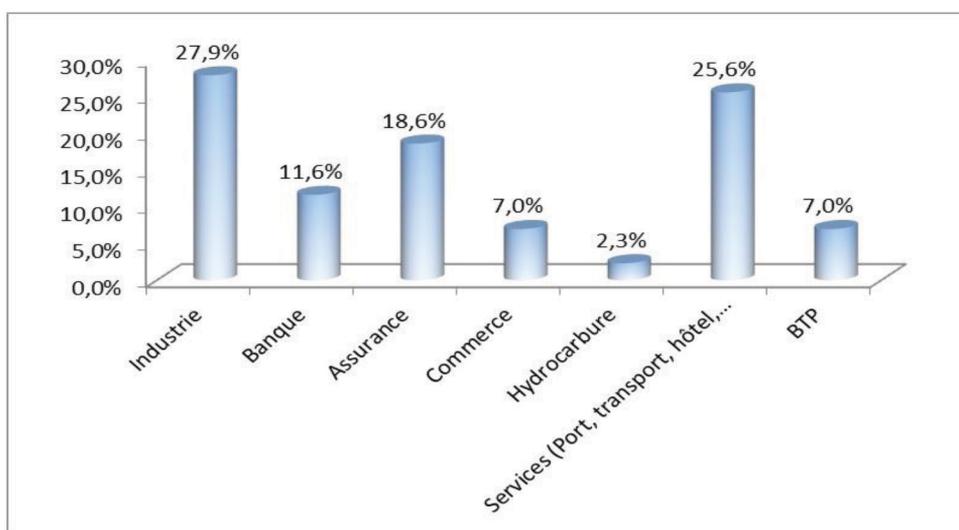
Graphique 21 Répartition des entreprises de l'AGET suivant le sexe du premier responsable au 30 juin 2014



Source : AGET, calculs DOE

Les entreprises de l'AGET sont majoritairement des sociétés anonymes (40 entreprises soit 93,0%). Par ailleurs, les structures ont couvert principalement 7 domaines d'activités à la date du 30 juin 2014. Les entreprises industrielles sont plus représentées et constituent 27,9% des entreprises. Elles sont suivies par les entreprises de services (25,6%) telles que les entreprises hôtelières, de transport, de télécom, etc. Les entreprises d'hydrocarbure ne représentent que 2,3%.

Graphique 22 Répartition des entreprises de l'AGET suivant les domaines d'activités au 30 juin 2014

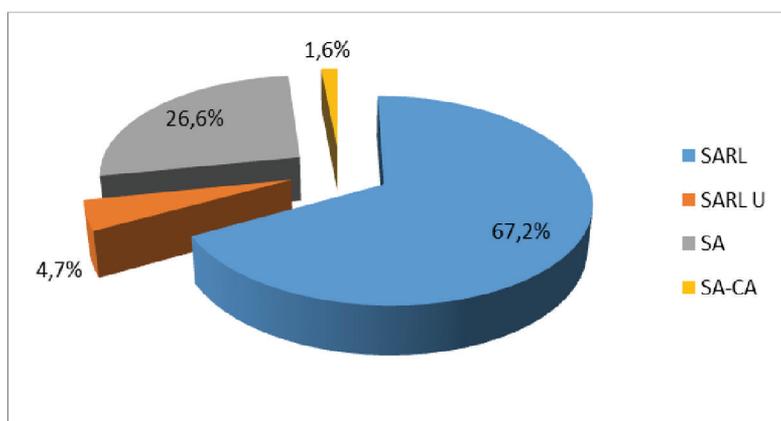


Source : AGET, calculs DOE

- **Association des sociétés de la zone franche (ASOZOF)**

Elle a regroupé 64 entreprises au 30 juin 2014 dont 4 dirigées par des femmes. La majorité des entreprises (43 entreprises, soit 67,2%) sont des sociétés à responsabilité limitée (SARL) et 17 entreprises, soit 26,6% sont des sociétés anonymes.

Graphique 23 Répartition des entreprises de l'ASOZOF suivant le statut juridique au 30 juin 2014



Source : ASOZOF, calculs DOE

Au 30 juin 2014, les entreprises affiliées à l'ASOZOF opéraient dans 20 domaines d'activités. Les industries plastiques (12 entreprises), les industries alimentaires (11 entreprises) et les sociétés de services (10 entreprises) sont les plus représentées.

Tableau 10 Répartition des entreprises de l'ASOZOF suivant les domaines d'activités au 30 juin 2014

N°	Domaine d'activités	Nombre d'entreprises
1	Production de mèches, tissages, perruques	03
2	Production d'éponges métalliques	03
3	Industrie alimentaire	11
4	Production de cordes et de filets de pêche	01
5	Société de services	10
6	Production de clinker (ciment)	01
7	Production de cadres aluminiums	01
8	Fabrication de produits pharmaceutiques	03
9	Montage de motocyclettes ou de camions	02
10	Industrie plastique	12
11	Usine de traitement de coton	01
12	Transformation de bois	03
13	Industrie de confection d'habits	02
14	Industries cosmétiques et parfumerie	03
15	Imprimerie industrielle et d'emballage	02
16	Production d'engrais	02
17	Production de lubrifiants	01
18	Fabrication de vases et briques en terres cuites	01
19	Industrie de préfabriquées métalliques	01
20	Assemblage et montage des machines récréatives	01
	TOTAL	64

3. Règlement des conflits de travail et négociations syndicales

- **Conflits employeurs/employés réglés**

De janvier à juin 2014, l'inspection du travail a réglé 627 conflits entre employeurs et employés. Plus de la moitié de ces conflits sont enregistrés dans Lomé commune (317). La région centrale en a eu moins (14).

Tableau 11 Situation de règlement de conflits employeurs/employés par région de janvier à juin 2014

Régions	Nombre de conflits réglés
Lomé commune	317
Maritime	110
Plateaux	88
Centrale	14
Kara	44
Savanes	54
Total	627

Source : DGT, calculs DOE

- **Contrats de travail visés**

La Direction générale du travail a visé 1743 contrats de travail entre janvier et juin 2014 dont 1564 contrats à durée déterminée (CDD). Lomé commune compte le plus grand nombre de contrats de travail visés (1156) contrairement à la région des Savanes (15 contrats de travail visés).

Tableau 12 Contrats de travail visés de janvier à juin 2014

Régions	Contrats à durée déterminée	Contrats à durée indéterminée	Total
Lomé commune	1046	110	1156
Maritime	70	23	93
Plateaux	323	08	331
Centrale	50	20	70
Kara	68	10	78
Savanes	07	08	15
Total	1564	179	1743

Source : DGT, calculs DOE

- **Fermeture d'entreprises et licenciements**

Entre janvier et juin 2014, le nombre d'entreprises fermées est de 4. Parmi elles, 2 sont des entreprises individuelles/SARL-U fermées pour des motifs économiques et 2 SA/SARL fermées aussi pour des motifs juridiques.

Tableau 13 Nombre d'entreprises fermées de janvier à juin 2014 selon le motif de la fermeture et le statut juridique

Motifs de fermeture	Individuelle / SARL-U	SA/ SARL	Ensemble
Economique	02	00	02
Juridique	00	02	02
Fin de projet	00	00	00
Administratif	00	00	00
Autres	00	00	00
Total	02	02	04

Source : DGT, calculs DOE

Les licenciements recensés de janvier à juin 2014 sont au nombre de 343 dont 62 ont concerné les femmes. La branche d'activité "Construction" a enregistré 159 licenciements représentant le plus grand nombre.

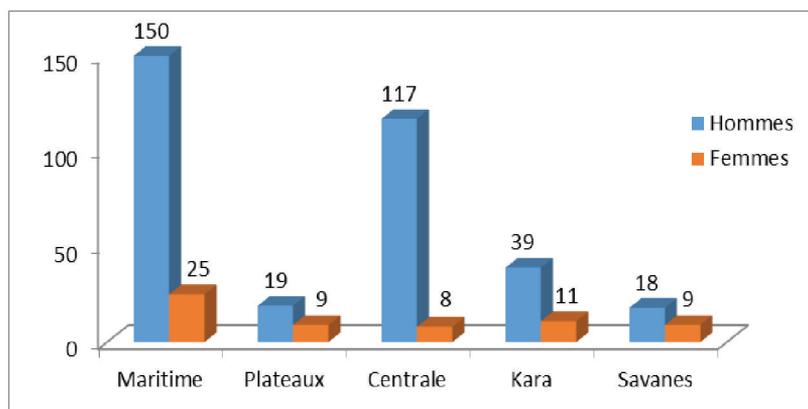
Tableau 14 Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2014 selon la branche d'activités et le sexe

Branches d'activités	Hommes	Femmes	Ensemble
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	4	0	4
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	33	0	33
B3-Activités extractives	9	2	11
B4-Activités de fabrication	0	0	0
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0
B6-Construction	156	3	159
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	22	8	30
B8-Hôtels et restaurants	26	0	26
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	20	18	38
B10-Activités financières	7	5	12
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	2	8	10
B12-Activités d'administration publique	0	0	0
B13-Education	15	0	15
B14-Santé et action sociale	0	3	3
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	0	0	0
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	29	13	42
B17-Activités des organisations extraterritoriales	20	2	22
Total	343	62	405

Source : DGT, calculs DOE

Les licenciements survenus ont touché 405 personnes qui sont en majorité des hommes (84,7%). Les régions Maritime et Centrale ont enregistré plus de licenciement avec un effectif respectif de 175 et 125. Parmi les personnes licenciées, la région Centrale compte moins de femmes licenciées (08) contre la région Maritime où il est dénombré 25.

Graphique 24 répartition des licenciements enregistrés selon la région et le sexe de janvier à juin 2014



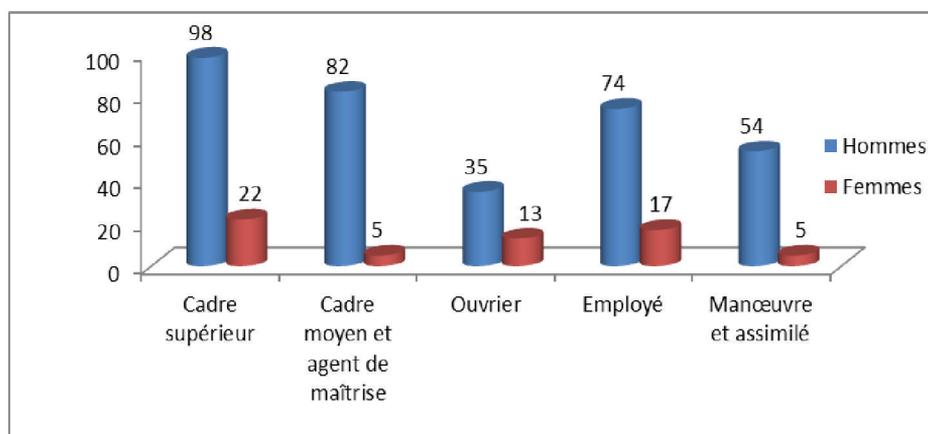
Source : DGT, calculs DOE

Le licenciement a touché toutes les catégories de travailleurs. Parmi ces derniers, il est rencontré plus de cadres (29,6%) que d'ouvriers (11,9%).

- **Motif de licenciement**

La faute du travailleur quelle que soit sa gravité est la raison évoquée dans la majorité des cas (192) pour justifier le licenciement. Les raisons économiques sont aussi avancées pour soutenir le licenciement dans 147 cas (voir annexe, tableau 28).

Graphique 25 répartition des licenciements enregistrés selon la qualification et le sexe de janvier à juin 2014



Source : DGT, calculs DOE

- **Négociations syndicales**

Au cours du semestre concerné, 15 négociations syndicales employeurs/travailleurs ont été effectuées. Ces négociations ont eu lieu dans les branches "Construction" (6), "Activités extractives" (3), "Activités financières" (3), "Activités à caractère collectif ou personnel" (2), "Pêche, pisciculture, aquaculture" (1).

Tableau 15 Nombre de négociations syndicales employeurs/travailleurs effectuées de janvier à juin 2014 selon la branche d'activités

Branches d'activités	Nombre de négociations
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	00
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	01
B3-Activités extractives	03
B4-Activités de fabrication	00
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	00
B6-Construction	06
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	00
B8-Hôtels et restaurants	00
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	00
B10-Activités financières	03
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	00
B12-Activités d'administration publique	00
B13-Education	00
B14-Santé et action sociale	00
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	02
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	00
B17-Activités des organisations extraterritoriales	00
Total	15

Source : DGT, calculs DOE

CHAPITRE V :

**Indicateurs
socio-économiques**

Ce chapitre traite de certains indicateurs socioéconomiques. Il s'agit des prix moyens des produits de première nécessité, de l'indice harmonisé des prix à la consommation, du taux d'inflation et des informations relatives aux entreprises enregistrées au Centre de formalités des entreprises (CFE).

1. Prix moyens des produits essentiels de janvier à juin 2014

Les prix de quelques produits essentiels ont connu des fluctuations diverses. Exceptée la hausse intervenue en février par rapport au niveau du mois de janvier, les prix des produits pétroliers sont restés stables pendant le reste du semestre. Les prix d'Akpala fumé (Chinchard), de la tomate ronde (pomme), du maïs séché et du mil ont également connu une hausse. Par contre, ceux de la viande de bœuf, du chinchard frais et de la farine de manioc (gari) ont baissé. D'autres produits comme l'igname et l'huile de palme traditionnelle (Zomi) ont vu leurs prix évolués en dents de scie.

Le prix du kilogramme de maïs séché a augmenté légèrement jusqu'à atteindre 9,0% de son niveau du mois de janvier (155F) à la fin du semestre.

Le prix du kilogramme de la viande de bœuf avec os a baissé dans un premier temps, avant de connaître une période de hausse pour se retrouver à son niveau de départ (2 150F) en mai. Enfin, il est réduit à 2 083F.

Le prix du kilogramme de la tomate ronde (pomme) a connu une évolution sensible passant de 455F/kg à 1 124F/kg en mai, avant de s'établir à 876F/kg à la fin du semestre.

Le prix du kilogramme de chinchard frais est de 1419F au début du semestre. Il a diminué de 5,8% à la fin de la période bien que son niveau le plus élevé (1 422F) soit atteint en mai.

Le prix du kilogramme d'igname a régulièrement évolué jusqu'à plafonner à 594 F en avril. Il a ensuite reculé de plus de la moitié du niveau du mois précédent pour se retrouver à 288 F en mai. Il a enfin connu de nouveau une légère remontée pour finir à 326F à la fin du semestre.

Tableau 16 Evolution des prix moyens de certains biens essentiels de janvier à juin 2014

Désignation des produits	Unité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Maïs séché en grains crus vendu au grand bol	Kg	155	166	166	166	168	169
Mil en grains crus vendu au petit bol	Kg	287	314	286	298	304	294
Riz importé brisé vendu au petit bol	Kg	517	536	523	528	519	531
Riz importé longs grains vendus au petit bol	Kg	503	507	521	502	491	507
Viande de bœuf avec os au kg	Kg	2 150	2 121	2 167	2 167	2 150	2 083
Chinchard frais (Akpala moumou)	Kg	1 419	1 356	1 351	1 383	1 422	1 337
Akpala fumé (Chinchard)	Kg	1 953	2 031	2 033	2 027	2 038	2 086
Huile de palme traditionnelle (Zomi)	L	900	908	792	867	883	883
Huile végétale (Nioto)	L	735	773	771	746	750	733
Tomates rondes (Pomme)	Kg	455	590	535	749	1 124	876
Igname	Kg	268	293	302	594	288	326
Farine de manioc (Gari)	Kg	373	374	364	369	370	367
Haricots blancs secs	Kg	481	465	496	586	448	499
Haricots rouges secs	Kg	416	429	447	429	435	456
Charbon de bois	Kg	128	129	127	136	133	118
Essence 'SUPER' dans les stations services administrés	L	626	655	655	655	655	655
Gas-oil ordinaire dans les stations services administrés	L	655	679	679	679	679	679
Gaz butane ou propane, 12 kg	12,5 kg	6 016	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
Gaz butane ou propane, 6 kg	6 kg	2 888	3 120	3 120	3 120	3 120	3 120

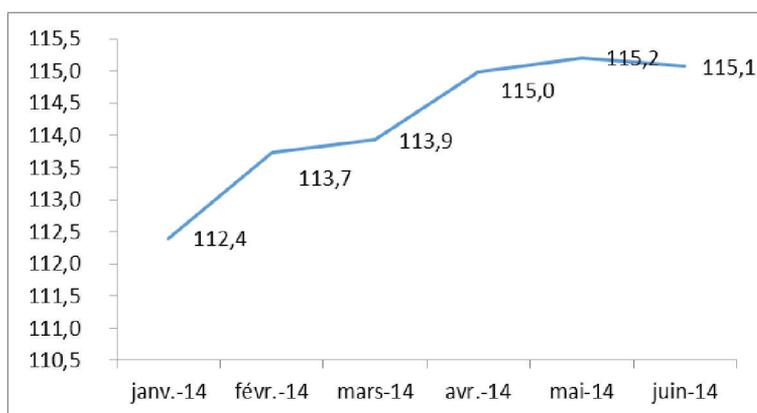
Source : INSEED

2. Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) de janvier à juin 2014

Le coût de la vie a globalement augmenté entre janvier et juin 2014. En effet, l'IHPC est passé de 112,4 à 115,1, soit une hausse de 2,4%. La hausse la plus sensible (1,3 points) au cours de la période est survenue entre janvier et février. Vers la fin du semestre, l'IHPC a reculé de 0,1 point. Ainsi, il s'est stabilisé à 115,1 à fin juin.

L'IHPC moyen du premier semestre 2014 par rapport à sa valeur de 2013, a connu une baisse légère de 0,3 % passant de 114,6 à 114,2.

Graphique 26 Evolution de l'IHPC de janvier à juin 2014



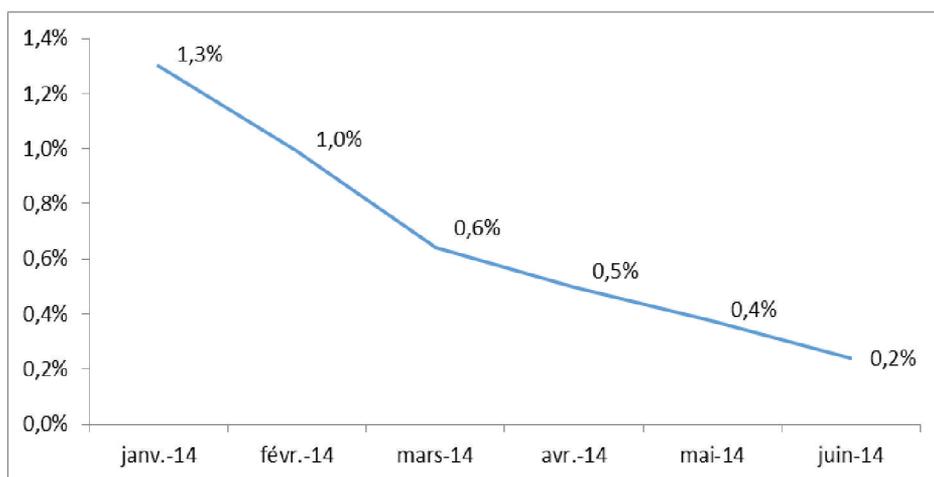
Source : INSEED, calculs DOE

3. Taux d'inflation de janvier à juin 2014

Le niveau général des prix a diminué progressivement au cours de la période passant de 1,3% à 0,2%, soit une diminution de 1,1 point de pourcentage. Elle se décompose comme suit : une baisse très sensible au cours du premier trimestre suivie d'une diminution moins prononcée entre mars et juin 2014.

Le taux d'inflation semestriel est de 0,7%. Il correspond à une baisse de 75,9% de son niveau de la période de 2013 qui est de 2,9%.

Graphique 27 Evolution du taux d'inflation de janvier à juin 2014



Source : INSEED, calculs DOE

4. Création d'entreprises au cours du premier semestre de 2014

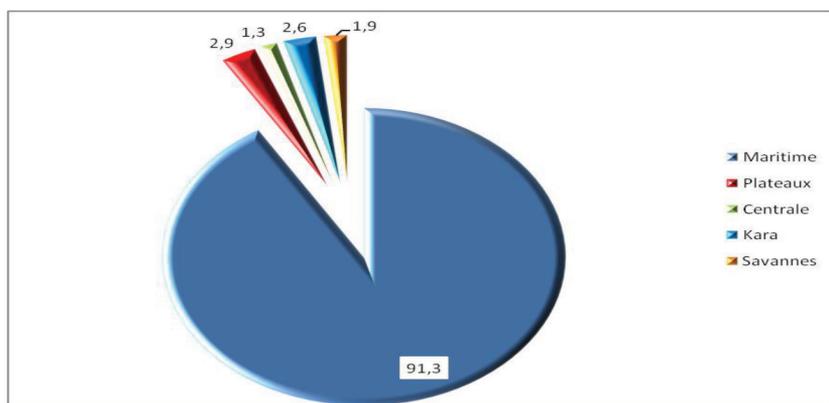
Le Centre de formalités des entreprises (CFE) a enregistré au cours de la période, 4 468 entreprises. Ces dernières sont majoritairement des entreprises individuelles ou des

établissements individuels (87,3%). Il est rencontré plus d'hommes (75,9%) que de femmes parmi les promoteurs de ces entreprises.

- **Localisation des entreprises**

Le siège des entreprises enregistrées au CFE au cours du semestre se trouve en grande partie dans la région Maritime (91,3%). Seulement, 2,9% et 2,6% des entreprises enregistrées ont leur siège social, respectivement dans les régions des Plateaux et de la Kara. Le reste des entreprises ont leur siège social dans les régions des Savanes (1,9%) et Centrale (1,3%).

Graphique 28 Répartition (en%) des entreprises enregistrées au CFE selon la région d'implantation du siège

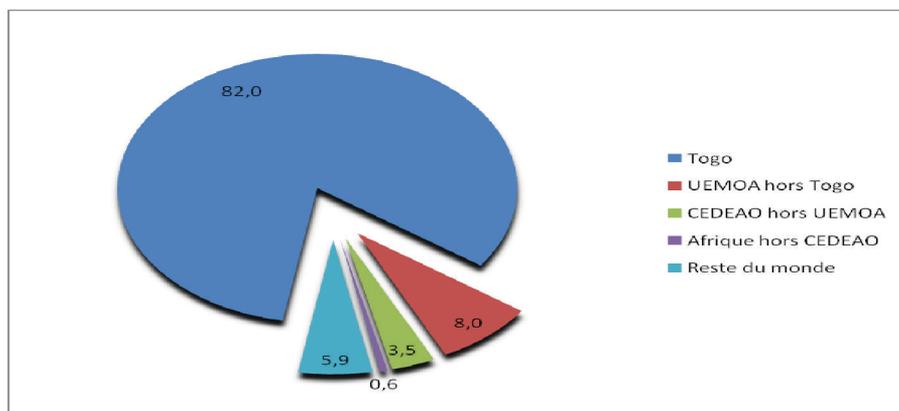


Source : CFE, calculs DOE

- **Nationalité des promoteurs :**

Les promoteurs des unités d'entreprises enregistrées au CFE sont en majorité des Africains (94,1%). Les promoteurs togolais, représentant 82,0%, sont suivis par ceux ressortissants de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) avec un taux de 8,0%.

Graphique 29 Répartition en pourcentage des entreprises enregistrées au CFE selon la nationalité des promoteurs

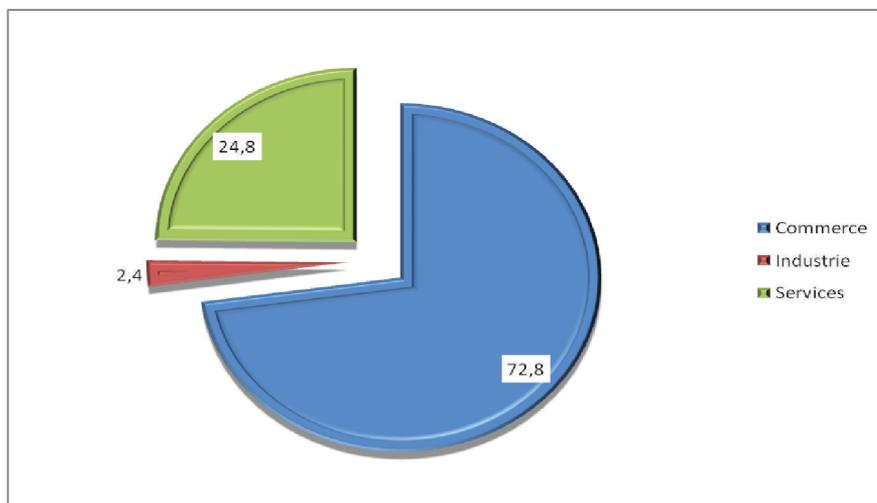


Source : CFE, calculs DOE

- **Création d'entreprises selon le secteur d'activité**

L'activité commerciale domine la vie économique nationale. Cette réalité est confirmée par la prédominance des entreprises commerciales dans les registres du CFE au cours du premier semestre 2014. Ainsi, un peu plus de sept entreprises sur dix (72,8%) enregistrées relèvent du secteur commercial, devant les entreprises du secteur des services (24,8%). Les entreprises du secteur industriel représentent 2,4% de l'ensemble.

Graphique 30 Répartition (en %) des entreprises enregistrées selon le secteur d'activité

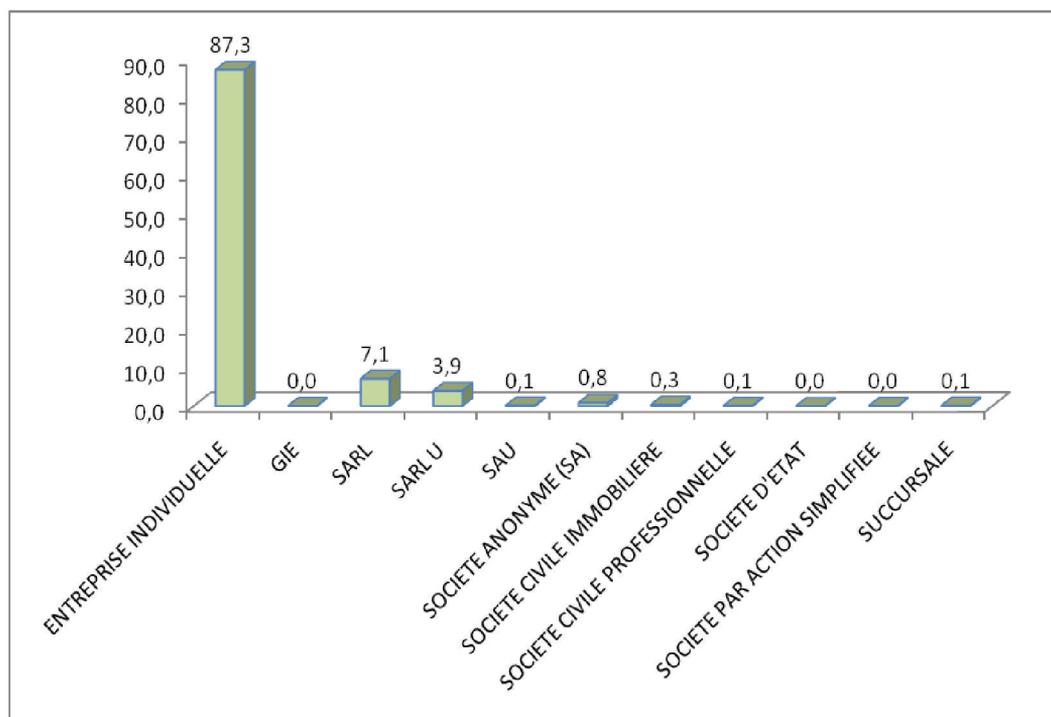


Source : CFE, calculs DOE

- **Forme juridique des entreprises enregistrées**

Au Togo, les entreprises évoluent sous différentes formes juridiques à la création. Ainsi, au CFE, il est enregistré 87,3% d'entreprises individuelles au cours du semestre contre 7,1% de sociétés anonyme à responsabilité limitée. La société civile professionnelle (0,1%) les SAU (0,1%) et les succursales (0,1%) sont les moins représentées.

Graphique 31 Répartition (%) des entreprises enregistrées selon la forme juridique



Source : CFE, calculs DOE

ANNEXE

Tableau 17 : Répartition des candidats au volontariat suivants les tranches d'âge

Groupe d'âge	Masculin	Féminin	Total
Moins de 15 ans	00	00	00
15 - 19 ans	02	00	02
20 - 24 ans	172	162	334
25 - 29 ans	508	337	845
30 - 35 ans	268	122	390
36 ans et plus	56	23	79
Total	1006	644	1650

Source : ANVT, calculs DOE

Tableau 18 : Répartition des offres suivant les secteurs d'activité

Branche d'activités	Nombre d'offres d'accueil de volontaires		
	Hommes	Femmes	Total
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	56	10	66
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	50	26	76
B12-Activités d'administration publique	164	44	208
B13-Education	18	3	21
B14-Santé et action sociale	201	178	379
Total	489	261	750

Source : ANVT, calculs DOE

Tableau 19 : Causes de rupture de contrats

Causes	Nombre de ruptures de contrat		Total
	Hommes	Femmes	
VN ayant trouvé mieux	102	48	150
VN ayant repris les études	04	04	08
VN ayant voyagé	01	02	03
VN ayant changé de statut (recruté par la structure)	00	03	03
Convenances personnelles	97	73	170
Non respect des principes et valeurs du volontariat	03	02	05
Total	207	132	339

Source : PROVONAT, calculs DOE

Tableau 20 : Nombre de projets enregistrés par le FAIEJ selon la branche d'activités de janvier à juin 2014

Branche d'activités	Nombre de projets
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	152
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	02
B3-Activités extractives	00
B4-Activités de fabrication	12
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	08
B6-Construction	00
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	75
B8-Hôtels et restaurants	03
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	00
B10-Activités financières	01
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	31
B12-Activités d'administration publique	00
B13-Education	00
B14-Santé et action sociale	01
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	00
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	00
B17-Activités des organisations extraterritoriales	00
Total	285

Source : ANPGF, calculs DOE

Tableau 21 : Effectifs des apprenants de l'ETFP par sexe et par ordre au cours de l'année scolaire 2013-2014

Ordre	Garçons	Filles	Total
Privé	10 939	10 854	21 793
Public	8 736	3306	12 042
Total général	19 675	14 160	33 835

Source : Statistiques METFP, 2014.

Tableau 22 : Effectifs des apprenants de l'ETFP par sexe et par région au cours de l'année scolaire 2013-2014

REGION	Garçons	Filles	Total
CENTRALE	2 685	635	3 320
KARA	2 058	1 262	3 320
MARITIME	11 271	10 525	21 796
PLATEAUX	2 478	1 336	3 814
SAVANES	1 183	402	1 585
Total général	19 675	14 160	33 835

Source : Statistiques METFP, 2014.

Tableau 23 : Répartition des effectifs des apprenants dans les filières du cycle court de l'ETFP au cours de l'année scolaire 2013-2014

N° d'ordre	Filières	Effectifs
1	Céramique	03
2	Esthétique	03
3	Hôtellerie CAP	04
4	Macramé	04
5	Sténo Dactylo	09
6	Hôtellerie	10
7	Génie électrique BT	11
8	Electricité industrielle	12
9	Batik	13
10	Art ménager	15
11	Employé de bureau	16
12	Coiffure	20
13	Construction métallique	27
14	Electricité automobile	30
15	Froid et climatisation	40
16	Agropastoral	44
17	Mécanique générale	48
18	Plomberie Sanitaire	58
19	Carrosserie automobile	59
20	Mécanique d'entretien	60
21	Génie Electrique BT	61
22	Transport-Logistique-Transit	67
23	Sculpture	74
24	Commerce BT	75
25	Chaudronnerie	82
26	Comptabilité	88
27	Couture	100
28	Electricité bâtiment	104
29	Dessin bâtiment	120
30	Electrotechnique BT	139
31	Maintenance Informatique Réseau	141
32	Secrétariat BT	143
33	Restauration BT	155
34	Banque CAP	201
35	Boucherie / Charcuterie	231
36	Cuisine Pâtisserie	244
37	Hôtellerie BP	265
38	Banque BP	274
39	Menuiserie	322
40	Mécanique auto	611
41	Electricité d'équipement	1 601
42	Maçonnerie	1 906
Total		7 490

Source : Statistiques METFP, 2014.

Tableau 24 : Effectif des étudiants inscrits par faculté, école, institut et par sexe à UL au cours de l'année académique 2013-2014

N°	Départements	Etudiants inscrits		Ensemble
		Garçons	Filles	
1	FSS	1209	384	1593
2	FLESH	10999	4739	15738
3	FDS	4399	819	5218
4	FDD	3750	1715	5465
5	FASEG	7333	2457	9790
6	ENSI	382	06	388
7	ESA	1012	152	1164
8	ESTBA	707	288	995
9	ESSD	31	366	397
10	EAM	184	41	225
11	CIC	158	18	176
12	INSE	296	163	459
13	ISICA	111	177	288
14	IUT-G	222	89	311
15	TOTAL	30 793	11 414	42 207

Source : Statistiques UL, 2014

Tableau 25 : Effectif des étudiants inscrits par faculté et par sexe à UK au cours de l'année académique 2013-2014

N°	Départements	Etudiants inscrits		Ensemble
		Garçons	Filles	
1	FLESH	5199	1448	6647
2	FASEG	1461	259	1720
3	FDSP	1935	744	2679
4	FAST	399	22	421
	Total	8 994	2 473	11 467

Source : Statistiques UK, 2014.

Tableau 26 : Effectif des enseignants par grade universitaire et par sexe à l'UL au cours de l'année académique 2013-2014

N°	Grade universitaire	Enseignants		Ensemble
		Hommes	Femmes	
1	Assistants non docteur/chargé de travaux dirigés	96	17	113
2	Assistants	141	16	157
3	Maître assistant	147	15	162
4	Maître de conférences	58	10	68
5	Maître de conférences agrégés	24	02	26
6	Professeurs titulaires	60	03	63
	TOTAL	526	63	589

Source : Statistiques UL, 2014

Tableau 27 : Effectif des enseignants par grade universitaire et par sexe à l'UK au cours de l'année académique 2013-2014

Grade universitaire	Enseignants		Ensemble
	Hommes	Femmes	
Assistants non docteur/chargé de cours/atelier	19	03	22
Docteurs/assistants	29	00	29
Maître assistant	17	02	19
Maître de conférences	03	00	03
Maître de conférences agrégés	01	00	01
Professeurs titulaires	04	00	04
TOTAL	73	05	78

Source : Statistiques UK, 2014

Tableau 28 : Répartition des licenciements enregistrés selon le motif de janvier à juin 2014

Motifs de licenciement*	Effectif
Fin de projet	42
Economique	147
Invalidité suite à une maladie	3
Invalidité suite à un accident	5
Faute du travailleur	114
Faute lourde	78
Départ de l'employeur	3
Autres	12
Total	405

Source : DGT, calculs DOE

Equipe de rédaction

Kokouvi Delali ABBEY, *Directeur de l'Observatoire de l'emploi*

Essoheina POUTOULI, *Directeur de l'appui à la création d'entreprise*

Djigbodi AGLOBO, *Macro économiste*

Messan Amévi NYAVO, *Analyste Statisticien*

Eyawélé ATTA, *Economiste de l'éducation*

Amétépé Komi SEGLA, *Ingénieur Statisticien Economiste*

Aklesso MAMAH-KAO, *Conseiller en emploi*



Edited by FGSI



+228 22 50 00 99 / 99 44 54 10 / 90 44 54 10